

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/W/229
15 octobre 2003

(03-5459)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Questions et observations du Japon

1. Le Japon note avec satisfaction que, pendant la deuxième année suivant son accession, la mise en œuvre par la Chine de ses engagements en matière d'OTC a progressé et qu'à ce stade elle se poursuit à un rythme normal. Il se félicite des efforts accomplis par la Chine pour renforcer et améliorer le cadre réglementaire nécessaire et mettre en œuvre petit à petit ses engagements de mise en œuvre progressive. Dans une période de transition marquée par l'évolution de la réglementation, l'importance de la transparence, de la prévisibilité, de la stabilité et de la cohérence au niveau réglementaire est fondamentale. La valeur des engagements en matière d'OTC et les efforts réalisés pour les mettre en œuvre pourraient être en effet facilement amoindris par le fait que ces éléments font souvent défaut dans la réglementation elle-même ou dans son application. Le mécanisme d'examen transitoire (MET) pourrait être utile pour que les efforts accomplis pendant la période de transition soient plus efficaces et plus productifs et c'est pour le Japon un plaisir de contribuer à ce processus.
2. Dans ce contexte, la Chine est à nouveau invitée à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application effective et régulière des procédures de consultation publique et la publication longtemps à l'avance des lois et règlements, éviter tout changement brutal dans la réglementation, délimiter clairement les responsabilités au niveau des départements, améliorer la coordination et la cohérence entre départements et entre l'administration centrale et les autorités provinciales, etc.
3. Conformément à la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine, qui dispose qu'"[a]vant cet examen, la Chine fournira des renseignements pertinents [...] à chaque organe subsidiaire", et dans un esprit de coopération visant à rendre le processus du MET le plus efficace et le plus effectif possible, le Japon demande à la Chine de fournir, avant la réunion du Comité des obstacles techniques au commerce, des réponses et des renseignements pertinents concernant les questions et les observations ci-après.

QUESTIONS DU JAPON CONCERNANT L'ENREGISTREMENT DES IMPORTATIONS INITIALES DE PRODUITS CHIMIQUES

I. CONTEXTE

4. Au paragraphe 196 a) du rapport du Groupe de travail, la Chine s'est engagée à promulguer et mettre en œuvre, dans l'année suivant son accession, une nouvelle loi et le règlement d'application pertinent concernant l'évaluation et le contrôle des produits chimiques aux fins de la protection de l'environnement, dans lesquels le traitement national complet et la pleine conformité avec les pratiques internationales seront garantis. Au paragraphe 196 a), la Chine s'est aussi engagée à faire en sorte que les produits chimiques figurant sur la liste des "produits chimiques inventoriés" annexée à la nouvelle loi et à son règlement d'application mentionnés ci-dessus soient exemptés de l'obligation d'enregistrement et qu'une procédure d'évaluation unifiée pour les produits nationaux et les produits importés soit établie dans la nouvelle loi et son règlement d'application.

5. En vue de l'établissement d'un nouveau système, la Chine a établi et publié le projet d'une version initiale du Règlement relatif à l'enregistrement des importations et des exportations de produits chimiques dangereux, en septembre 2002, et une version initiale des Dispositions sur l'administration environnementale des nouvelles substances chimiques, en décembre 2002, afin de recueillir les observations préliminaires des parties intéressées, à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine. Nous constatons que, depuis, la version finale du projet de Règlement relatif à l'enregistrement des importations et des exportations de produits chimiques dangereux n'a pas encore été publiée. Par contre, il a été annoncé que les Dispositions sur l'administration environnementale des nouvelles substances chimiques avaient été publiées le 12 septembre et entreraient en vigueur le 15 octobre 2003, sans que notification en soit donnée à l'OMC. Les règles administratives détaillées qui sont indispensables pour mettre en application ces lois n'ont pas encore été publiées.

6. En ce qui concerne les Dispositions sur l'administration environnementale des nouvelles substances chimiques, les problèmes ci-après subsistent:

- l'inventaire précis des produits chimiques existants n'a pas été achevé;
- les définitions et exemptions énoncées dans les dispositions ne sont pas claires;
- pour ce qui est des données écotoxicologiques relatives aux nouvelles substances chimiques, les données étrangères concernant les essais qui sont généralement réalisés dans de nombreux pays ne seront pas acceptées (il est prescrit à l'article 8 que les essais biologiques soient effectués en Chine, avec des organismes cobayes chinois);
- la période de transition entre la publication et l'entrée en vigueur est insuffisante.

II. QUESTIONS ET DEMANDES

7. En ce qui concerne les Dispositions sur l'administration environnementale des nouvelles substances chimiques, qui ont été promulguées le 12 septembre 2003, nous constatons qu'il n'en a pas été donné notification à l'OMC. Nous demandons à la Chine qu'elle en explique la raison.

8. L'une des dispositions sur l'administration environnementale des nouvelles substances chimiques prévoit que les données écotoxicologiques relatives aux nouvelles substances chimiques incluent les données résultant d'essais biologiques effectués en Chine en utilisant des organismes

cobayes chinois. Nous demandons à la Chine d'expliquer pour quelle raison elle n'acceptera pas les données obtenues par des laboratoires fiables dans d'autres pays, dont le Japon, qui réalisent les mêmes essais que ceux qui sont effectués en Chine.

9. En outre, nous aimerions que la Chine communique un calendrier détaillé qui indique le délai prévu pour l'établissement de l'inventaire précis des produits chimiques existants et pour l'élaboration de règles administratives détaillées ainsi que le moment où l'autorité chinoise commencera à recevoir les notifications conformément à cette loi.

10. En ce qui concerne le Règlement relatif à l'enregistrement des importations et des exportations de produits chimiques dangereux, quel est l'état d'avancement de l'examen des observations formulées par les parties intéressées au sujet du projet? Nous souhaitons demander à la Chine d'établir, aussitôt que possible, un projet révisé sur la base des observations et d'accomplir les formalités nécessaires, y compris la notification à l'OMC.
